

Les femmes entre les lignes de front en République centrafricaine

Dorothée Thiénot



Dès les débuts du conflit en Centrafrique, les femmes ont été impliquées dans les actions des groupes armés. Certaines espéraient y trouver protection et salaires. D'autres y ont été enrôlées de force. Beaucoup ont subi ou subissent encore les conséquences de leur implication : viol, exclusion de la communauté, violences physiques et morales. Qu'elles aient appartenu ou appartiennent encore à des groupes armés, cette étude leur donne la parole, ainsi qu'à leurs chefs.

Éléments principaux

- ▶ De nombreuses anciennes combattantes du conflit en RCA ont le double rôle de femmes ayant participé au conflit, parfois éligibles ou se pensant éligibles au processus DDRR, et victimes.
- ▶ Laissées pour compte, cantonnées et volontairement exclues de leurs communautés, les femmes affiliées aux groupes armés se sentent également abandonnées par leur gouvernement et par la communauté internationale.
- ▶ Dans l'ensemble, elles n'ont aucune confiance dans leur classe politique et concentrent toutes leurs attentes vers la communauté internationale, même si la méfiance est grande.
- ▶ Les acteurs nationaux et internationaux doivent être en mesure d'apporter un soutien aux besoins de protection, de suivi psychologique ou médical et d'assistance socio-économique.

Introduction

Les femmes qui ont accompagné les groupes armés durant le conflit en Centrafrique n'ont pas eu qu'un rôle supplétif. Du côté des ex-Seleka comme des anti-balaka, elles sont venues volontairement ou par la force, et un nombre important d'entre elles se revendiquent combattantes, en particulier du côté des ex-Seleka. Il est très probable que ces dernières choisissent d'endosser ce rôle afin d'accéder au processus désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR). Si leurs motivations sont différentes, les femmes anti-balaka témoignent aussi avoir suivi un entraînement militaire. Elles vivent dans les camps de cantonnement ou de déplacés, dans des conditions difficiles. La plupart ont de jeunes enfants, souvent issus de viols commis par des membres des groupes armés. Pour leur engagement passé ou présent dans ces groupes, elles vivent dans la crainte de représailles.

La mission des Nations unies, la MINUSCA, ne parviendra qu'à freiner l'escalade de violences et la dérive vers des affrontements communautaires

Contexte général

Le 24 mars 2013, la Seleka s'empare de Bangui, la capitale centrafricaine, et pousse François Bozizé, le président en exercice depuis 2002, à l'exil. Ce groupe armé disparate repose sur des alliances de circonstance qui ne tarderont pas à se fissurer. Il a su profiter, durant les premiers mois, de la lassitude d'une partie de la population envers le gouvernement Bozizé, accusé notamment de corruption, de violences et de pressions envers les populations du Nord et de favoriser son ethnie, les Gbayas.

Pour faire face à la progression de la Seleka plusieurs milices locales d'autodéfense s'organisent et se structurent. Soutenus par les partisans de Bozizé et des militaires restés fidèles à l'ancien président, les anti-balakas gagnent en importance dans le sud et l'ouest du pays. Acculé, sous la pression de l'ancien allié Idriss Deby, président du Tchad, Michel Djotodia, éphémère président, démissionne le 10 janvier 2014, neuf mois après sa prise de pouvoir. Accusé, ainsi que son Premier ministre, d'avoir laissé faire les exactions contre les civils, et incapable de mettre un frein aux combats entre milices, Michel Djotodia ne pouvait s'appuyer ni sur le soutien des Centrafricains, ni du Tchad voisin, ni de la France, qui lance officiellement l'opération Sangaris le 5 décembre 2013. Dans les jours qui suivent, les exactions se multiplient.

Selon Amnesty International, en deux jours, environ 1 000 chrétiens et 60 musulmans sont tués par les combats et les massacres. Les forces françaises interviennent officiellement en décembre 2013. La mission des Nations unies, la MINUSCA, qui succède à la MISCA, ne parviendra qu'à freiner l'escalade de violences et la dérive vers des affrontements communautaires. Fin 2015, on compte 450 000 déplacés à l'intérieur du pays et 500 000 réfugiés dans les États voisins. Près de 2.5 millions de

Centrafricains, soit environ la moitié de la population totale du pays, ont un besoin urgent d'aide humanitaire. Plus de 60 % d'entre eux vivent dans le plus extrême dénuement.

Dans ce conflit amorcé depuis 2013, les femmes paient, encore aujourd'hui, un lourd tribut. Les motivations de celles qui ont choisi de rejoindre les groupes armés sont diverses. L'indigence, le désespoir et la défiance envers les autorités a pu en pousser certaines à rejoindre la Seleka. Celles qui ont opté pour les anti-balaka recherchaient pour la plupart la protection du groupe et la vengeance, après les exactions commises envers leurs proches par les combattants de la Seleka.

Ce conflit a ceci d'inédit en Centrafrique que des femmes ont pris les armes et joué un rôle autre que celui de supplétives. Toutes les femmes associées à l'un ou l'autre des groupes armés rencontrent des difficultés, soit au sein même du groupe soit pour retrouver leur communauté délaissée au début du conflit. D'une manière générale, elles se trouvent dans une situation de solitude extrême qui ajoute à leur vulnérabilité. Dans une période encore instable de méfiance généralisée et de prédation économique, leur communauté ne semble pas prête à les accueillir.

Méthodologie

L'étude définit le rôle des femmes au sein des groupes armés, leurs motivations initiales, leur rapport au groupe, à la communauté et aux hommes et, dans un contexte encore volatile, alors que les anciens combattants attendent la mise en place du processus désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), leurs attentes.

Nous nous sommes appuyés sur un échantillonnage restreint et avons préféré les discussions individuelles aux discussions de groupes : le sujet étant encore sensible, et les relations tendues au sein des communautés, il était difficile de faire dialoguer des femmes potentiellement en position de rivalité au sein de leur groupe ou de soumission envers leurs anciens chefs. Ceci est particulièrement vrai au sein de l'ex-Séléka formée de différentes composantes et qui a éclaté en mouvements rivaux. Cette méthode a eu pour avantage de favoriser des récits personnels et détaillés. Mais, compte tenu du temps donné et au regard des difficultés d'accès aux différentes zones pendant la période de l'étude, les combats étant encore vifs, celle-ci ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Selon les zones, les

chefs de groupes, les conditions de vie et les ethnies, les réponses diffèrent.

Cela dit, dans les cantonnements à Bangui et Bambari, où les anciens « com'zone » sont encore très influents, il a été difficile d'établir une discussion sans la présence d'anciens combattants hommes.

Dans ce conflit amorcé depuis 2013, les femmes paient, encore aujourd'hui, un lourd tribut

Globalement, la plupart des femmes interrogées en groupe se sont refusées à toute critique de leur hiérarchie. Elles étaient pour la plupart organisées dans les camps de cantonnement qui abritent les ex-Seleka.

Quand il n'a pas été possible de réaliser des entretiens individuels, les discussions de groupes ont été réparties comme suit :

- Un groupe de dix femmes affiliées aux anti-balakas, à Bambari ;
- Un groupe de trente femmes affiliées aux ex-Seleka, dans le camp RDOT à Bangui ;
- Un groupe restreint de six femmes affiliées aux ex-Seleka, dans le camp Beal, à Bangui ;
- Un groupe de huit femmes, affiliées aux ex-Seleka, à Bria.

La majorité des femmes interrogées avaient entre 18 et 35 ans. Certaines étaient d'anciennes combattantes, des veuves de combattants, d'anciennes prisonnières de groupe armé ou des affiliées à des groupes armés pour assurer leur protection. D'autres, enfin, avaient été victimes de mariages forcés. Beaucoup avaient été violées.

Il convient de souligner que les mariages devant un représentant de l'État sont rares en Centrafrique et les jeunes mères célibataires, nombreuses. La notion de « mari » se rapporte donc à l'homme qui prend soin du foyer, qui est présent pour un temps donné. Une jeune femme enlevée à Bangui par un combattant Seleka le désignait ainsi comme son mari.

Toutes les femmes rencontrées attendent d'être prises en compte pour trouver un emploi, retrouver leur foyer ou être épaulées face aux violences dont elles font l'objet.

La majorité d'entre elles ont fait état d'un sentiment d'abandon, que ce soit de l'État, de leur groupe, de leur famille, d'ONG et de la communauté internationale, ou encore des hommes. Ce sentiment a pu initialement les pousser à rejoindre les groupes armés.

Du côté des ex-Seleka, la majorité des femmes interrogées sont suspendues au prochain processus DDR dont elles espèrent bénéficier.

Les femmes affiliées aux anti-balaka ne sont pas éligibles au processus DDR, mais devraient être prises en compte dans le cadre de programmes de réduction de la violence communautaire (RVC). En effet, les femmes qui ont pris part au conflit sont souvent revenues à la vie civile, en particulier chez les anti-balaka, ou n'ont pas été retenues par leurs chefs dans les listes de combattants remises à la MINUSCA dans le cadre du DDRR. Par ailleurs, le DDR ne s'applique qu'aux combattants en possession d'armes de guerre. Or, les anti-balaka ont surtout fait usage d'armes blanches ou non répertoriées dans le processus.

Les femmes qui ont pu rejoindre leurs villes d'origine sont moins mises à l'index pour leur appartenance aux anti-balaka. Elles ont pu reprendre plus facilement leur place dans la communauté.

La situation est plus difficile pour celles, nombreuses, qui cumulent un statut d'ex-combattantes ou assimilées, et de déplacées. Parce qu'elles sont isolées, et pour leur engagement réel ou supposé auprès des groupes armés, elles font l'objet de violences sexuelles et, pour des raisons de sécurité, ont un accès aux soins particulièrement restreint.

Pour réaliser ce travail nous avons enquêté dans trois villes :

- Bangui, la capitale. Comme en témoignent les affrontements de septembre 2015, les civils sont encore les principales victimes de règlements de comptes **entre milices confessionnelles rivales, instrumentalisées par les politiques**¹.
- Bria, située dans l'est du pays, dans une zone diamantifère, n'a jamais connu la rébellion anti-balaka. Parce que les anti-balaka ne s'y sont jamais établis, la ville vit dans un calme relatif. Si certains sont cantonnés, les ex-Seleka ne circulent plus armés en ville. Cette situation a évolué depuis l'enquête de terrain, menée à l'été 2016. Aux combats anti-

balakas/ex-Selekas s'ajoutent de fortes entre anciens groupes Seleka.

- Bambari. La ville, divisée en deux sous la surveillance des Casques bleus, peine à voir revenir les représentants de l'État. Au moment de l'enquête de terrains, groupes issus des Seleka continuaient d'y circuler armés, empêchant les déplacés de retourner à leurs foyers. Les groupes armés s'y « regardent en chiens de faïence », sous la surveillance des Casques bleus dont la population se méfie. C'est en effet ici que les soldats des Nations unies ont été accusés de viols et d'exactions².

La majorité d'entre elles ont fait état d'un sentiment d'abandon, que ce soit de l'état, de leur famille ou encore des hommes

Les motifs d'enrôlement dans un groupe armé

Motivations économiques

Alors qu'elles espéraient sortir de la marginalité en intégrant un groupe armé, beaucoup de femmes interrogées estiment être encore davantage exclues : loin de leurs familles, mises à l'écart de leurs quartiers, sans possibilité de trouver un mari.

Pour l'expliquer, il faut se souvenir du contexte qui a permis la chute du président François Bozizé. Parmi ceux qui ont choisi de rejoindre les rangs de la Seleka, il y avait beaucoup de frustrés : comme son prédécesseur Ange-Félix Patassé, Bozizé était en effet accusé de favoriser son ethnie Gbaya, excluant les autres ethnies, en particulier les Goulas et les Rounga, originaires du Nord-Est du pays.

Parmi celles qui sont cantonnées, notamment à Bangui, beaucoup espèrent encore obtenir des postes du nouveau gouvernement. Leur engagement de départ était conditionné à cette promesse, faite par Michel Djotodia, d'intégrer toutes les ethnies du pays. « Beaucoup de femmes veulent encore intégrer l'armée », explique le général Zoundecko, chef d'État-major de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) depuis 2007. Ce rêve avait déjà poussé certaines à rejoindre les Seleka : le souvenir, en 2012, du coûteux concours d'intégration à l'armée organisé à Bangui et auquel les ethnies autres que

Gbaya, l'ethnie de Bozizé, ont eu le sentiment d'avoir été sciemment exclues, est encore vivace.

Fatou³ a tenté d'intégrer l'armée du temps de François Bozizé, mais après avoir payé pour passer le concours à Bangui, comme beaucoup d'autres jeunes de son ethnie, elle a échoué. « Bozizé a ramené les Gbayas dans l'armée. Du temps de Djotodia, il y avait tout le monde, même des Pygmées. » Les motivations sont généralement économiques. Les femmes qui ont rejoint les groupes armés savaient, dans leur majorité, qu'elles n'avaient de toute façon plus rien à perdre. Sylvie⁴ : « Le pays ne marchait plus, j'étais orpheline. Avec la Seleka j'espérais être prise en charge, aidée, et que ma condition serait différente. Je suis très déçue, car tout est annulé pour moi. »

À Bria, l'ancien « com'zone » Adam Mokhtar explique pourquoi, selon lui, les femmes rejoignaient le groupe : « Les femmes entrent dans la Seleka pour des raisons de pauvreté. Aux barrières, elles pouvaient gagner 30 000 francs CFA en deux jours⁵. Si le gouvernement continue de leur tourner le dos, elles pourraient recommencer », croit-il savoir. L'ancien « com'zone » revendique 485 hommes et 75 femmes combattant sous ses ordres jusqu'en 2015, dans la région de Bria. Il a pu reprendre un poste de fonctionnaire aux Eaux et Forêts. La réintégration a fonctionné pour lui, pas pour les hommes et les femmes qui étaient sous ses ordres.

« Le pays ne marchait plus, j'étais orpheline.
Avec la Seleka j'espérais être prise en charge,
aidée, et que ma condition serait différente. »

Le mouvement des Seleka s'est étoffé à son arrivée à Bangui. Les femmes qui ont rallié le groupe armé sont, d'après les chefs interrogés, majoritairement chrétiennes. « La pauvreté est telle que pour 5 000 francs CFA, les femmes quittaient tout pour rejoindre les Seleka à Kagabandoro », raconte Anne-Marie Goumba, députée et présidente de l'association Les Flamboyants qui soutient les mères célibataires et victimes de viols⁶. Selon elle, ces femmes rejoignaient les Seleka comme les anti-balaka indifféremment. Des femmes rencontrées ont admis regretter cette période faste, où elles pouvaient contrôler les barrières.

À Bria, les femmes interrogées le confirment toutes. Comme l'explique Florida,

Avec la Seleka, on s'occupait un peu mieux de nous, on nous donnait des rations alimentaires, on était en poste sur les barrières et chaque semaine on touchait des variables de 15 000 à 30 000 francs CFA. Quand les anti-balaka sont arrivés, il n'y a plus eu personne pour nous donner de l'argent. Puis, nous avons été cantonnées. Sangaris nous apportait des vivres, même le contingent MINUSCA nous amenait des vivres de temps en temps. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) nous a demandé de désarmer, nous ont aidées à faire

2015



450 000 DEPLAC(E)S

notre carte d'anciennes combattantes, que le projet DDR arrivait, qu'il suffirait alors de montrer notre carte pour avoir un travail. C'est comme ça que l'OIM nous a prises en charge à Bria, pendant trois mois au lieu de six⁷.

Certaines femmes adoptent les arguments fréquents des combattants selon lesquels sans action rapide et concrète de la communauté internationale, ou sans intégration dans l'armée, elles pourraient reprendre les armes. « C'est ça qui fait que certaines repartent avec les armes pour survivre », explique Fatou, 35 ans, originaire de Bangui. « Moi par exemple, je suis prête à repartir »⁸.

Les femmes ont été très peu visibles auprès des groupes armés durant le conflit

Motivations sécuritaires

Les intentions des femmes anti-balaka au moment d'entrer dans le groupe armé étaient plus personnelles, comparées aux femmes rencontrées qui se sont engagées dans les Seleka : pour les premières il s'agissait de se protéger, et pour certaines de venger leur famille des exactions commises par les Seleka. Le passage de la Seleka dans les villes et villages a laissé de nombreuses femmes et enfants seuls, leurs habitations détruites, et sans moyen de subsistance.

Certaines ont su tirer le conflit à leur avantage, en pillant ou en se rapprochant de combattants influents. « À une époque, les femmes ne juraient plus que par les "comzone", ces chefs anti-balaka qui paraient dans des véhicules volés, entourés de petits CC (caporal-chef) en armes. Elles y allaient par peur, mais aussi par envie », se souvient Anne-Marie Goumba. Une femme, interrogée à Bangui, a rejoint les Seleka et ne cache pas ses motivations : se sachant vulnérable en tant que femme seule, avec une enfant de huit ans, elle cherchait un mari parmi les combattants.

Le rôle des femmes dans les groupes armés

Les femmes ont été très peu visibles des groupes armés durant le conflit. Cependant, elles ont été mises à contribution, davantage que lors des conflits précédents en Centrafrique, et de façon coordonnée. « On nous a rasé la tête et emmenées au camp Kassai où nous avons suivi un entraînement militaire, jusqu'à ce que les anti-balaka ne nous chassent⁹. »

Certaines travaillaient comme cuisinières, portaient les caisses de munitions, ou comme esclaves sexuelles. Beaucoup d'entre elles informaient les combattants sur les positions des ennemis. Le général Zoundecko confirme : « Elles étaient très douées pour le renseignement, car personne ne pouvait les soupçonner¹⁰. »

Les peuls MBororo, qui ont rejoint le conflit, étaient appuyés par des combattantes femmes, mais aucune de ces dernières n'a souhaité nous rencontrer.



« À une époque, les femmes ne juraient plus que par les "comzone", ces chefs anti-balaka qui paraient dans des véhicules volés, entourés de petits CC en armes. Elles y allaient par peur, mais aussi par envie » – Anne-Marie Goumba, Bangui

Carole a été prisonnière des anti-balaka aux environs de Damara, avant leur offensive sur Bangui. Partie à la recherche de son mari qui avait intégré les rangs de la milice avant l'offensive du 5 décembre 2013, elle a été identifiée à tort comme espionne au service de la Seleka. Elle raconte :

Ce qui m'a sauvé c'est le bébé, car les autres femmes devaient se battre. Les mères de bébés n'étaient pas obligées, mais les autres femmes ont appris à tirer. Entre elles, elles se disputaient parfois et se tiraient même dessus. Beaucoup prenaient des drogues et aussi grâce à la magie, elles n'avaient plus peur, étaient très agressives.

Carole raconte que l'entraînement consistait en de « petites courses, une manière de se défouler pour les femmes qui prenaient beaucoup de Tramol¹¹ ».

Un chef anti-balaka confirme que les femmes, si elles n'étaient pas en première ligne, faisaient usage d'armes traditionnelles¹².

À cette période, les femmes ne recevaient aucune rétribution financière pour leur présence. « On nous donnait des ignames, parfois on allait travailler les champs », explique Carole¹³. Elles ont pu cependant tirer du conflit, en bénéficiant des pillages et de la fuite des musulmans. C'est notamment le cas dans la ville de Carnot où les maisons sont occupées par les familles d'anti-balaka et les exploitations de diamants, parfois reprises en dépit de l'embargo.

Côté Seleka, les femmes étaient postées à des barrières où elles prenaient leur part sur les « formalités », selon le terme employé par les groupes armés pour parler des prélèvements de taxes sur les véhicules. Elles profitaient aussi des pillages auxquels elles admettent avoir participé.

Quasi généralisation des violences sexuelles

De nombreux témoins font état des viols durant les précédents conflits qui ont marqué l'histoire du pays, notamment lors de la tentative de coup d'État de François Bozizé, en 2002, contre Ange-Félix Patassé qui s'était appuyé sur les milices de Jean-Pierre Bemba. Le conflit actuel ne fait pas exception.

Côté Seleka

Selon des témoignages recueillis, une forme d'esclavage sexuel a pu être organisé du côté des Seleka.

Aurore, originaire de Bambari, raconte que lors d'une attaque des Seleka à Bambari, elle a perdu la trace de sa famille. Lors de sa fuite, des Peuls bororo¹⁴ l'ont emmenée dans la brousse où des « généraux » soudanais avaient établi leur campement. Un homme centrafricain travaillait comme interprète songho. « Les généraux soudanais qui étaient là abusaient des femmes constamment, chacun leur tour, même quand j'avais mes menstruations. L'un des généraux pouvait abuser de moi jusqu'à six fois par jour¹⁵. »

Beaucoup prenaient des drogues et aussi grâce à la magie, elles n'avaient plus peur, étaient très agressives

Francine, également originaire de Bambari, explique que « chaque jour, ils amenaient de nouvelles femmes dans leur base en brousse. Si tu réagis quand ils te violent, ils te tuent. Il y avait aussi des vieilles dames, des petites filles, ils ne faisaient pas de différence entre les femmes et nous violaient devant tout le monde, sans gêne¹⁶ ». Aucun de ses agresseurs ne parlait français ni songho. Francine raconte que quatre femmes ont été assassinées devant elle après avoir été rattrapées dans leur fuite.

Le conflit a eu ceci d'inédit, selon les personnes interrogées, que les violences sexuelles, commises par les Seleka, y ont revêtu un aspect systématique, voire organisé.

Côté anti-balaka

Des soupçons pèsent également du côté des anti-balaka qui peuvent exercer sur les femmes des pressions au sein même des camps de déplacés. Un travailleur humanitaire, basé à Kagabandoro, soupçonnait le groupe d'avoir organisé en sa faveur, dans le camp de déplacés, un réseau de prostitution¹⁷. Candice, qui a été prisonnière des anti-balaka avant leur offensive du 5 décembre¹⁸, raconte avoir été témoin de viols aux environs de Damara : « Même les femmes qui étaient avec eux à Bouka, dès le début, ils les violaient. Le petit frère d'Ondillo [un chef anti-balaka connu, actuellement en prison] a pris une petite fille et l'a violée devant sa maison et ses parents. Il l'a ramenée jusqu'à Bangui où elle a accouché de lui. Il est mort depuis¹⁹ ». Agnès, violée à 14 ans par un chef anti-balaka à Bambari,

raconte que son père, chez qui elle vivait, l'a rejetée depuis qu'il a appris qu'elle avait été violée²⁰.

Il est peu probable que ces femmes puissent compter sur les autorités centrafricaines pour obtenir une quelconque réparation tant le pays souffre généralement d'un manque de présence de l'État, en particulier sur le plan sécuritaire et judiciaire. Le récent conflit a eu raison du peu d'administration encore en place. La gendarmerie est certes présente, mais souvent inaccessible et en petit nombre. Les viols commis par des Casques bleus ont laissé des traumatismes. Les femmes interrogées faisaient souvent l'amalgame avec leurs agresseurs issus des groupes armés, ont nourri une méfiance accrue à l'égard des soldats des Nations unies, se privant ainsi de la protection dont elles auraient pu bénéficier.

Certaines femmes souffrent de troubles physiques qu'elles ont du mal à définir, mais qui pourraient s'apparenter à un syndrome post-traumatique

Dans un pays où ni l'État ni les forces internationales n'ont su les protéger, les femmes sont en position de défiance vis-à-vis de toute structure officielle. D'une manière générale, celles qui ont été interrogées avaient tendance à attendre davantage des ONG et de la communauté internationale que de leur propre État, même lorsqu'elles en ignorent les objectifs et les limites.

Le tabou du viol

En Centrafrique, le viol reste un sujet tabou et les condamnations pour viol, anecdotiques. Par honte, par ignorance, par peur des autorités ou, surtout, par manque de confiance envers celles-ci, les femmes sont peu enclines à recourir à la justice : moins de 30 plaintes seraient actuellement en cours d'instruction²¹. Pour ces femmes, il conviendrait de distinguer le viol utilisé comme arme de guerre du viol qui relève d'un crime de droit commun. « Si une femme va voir la police pour se plaindre de viol, au mieux rien ne se passe, au pire elle a toutes les chances de se faire violer », explique une avocate, basée à Bangui²². La mise en place d'un véritable appareil juridique et la condamnation des auteurs de ces crimes, lorsqu'ils sont identifiés, pourrait constituer l'espoir d'une « renaissance » pour ces femmes. « La justice pourrait me soulager », explique

Aurore, enlevée et violée par les Seleka dont elle a eu un enfant²³.

Les femmes affiliées aux groupes armés victimes de viol ne recherchent généralement pas l'appui des ONG. Les présumés auteurs de viols sont pourtant connus, et certains ont été signalés lors des enquêtes, mais leur référencement légal est impossible dans un tel contexte d'insécurité, ajoutant la crainte de représailles.

Les ONG ont des problèmes d'accès dans certains axes. « Des cas sont parfois dénoncés sans que l'on puisse les suivre. On ne travaille pas avec les groupes armés », explique un membre d'une ONG à Bambari²⁴.

Conséquences sanitaires et sociales

Syndromes post-traumatiques

Certaines femmes souffrent de troubles physiques qu'elles ont du mal à définir, mais qui pourraient s'apparenter à un syndrome post-traumatique. Des femmes qui ont été proches des deux groupes armés ont été témoins de décapitations, de tortures, de viols. Aucune des femmes qui se revendiquent anciennes combattantes ne nie ces exactions. Certaines les justifient ou préfèrent raconter que les coupables n'étaient pas des citoyens centrafricains mais des mercenaires étrangers, des Tchadiens ou des Soudanais. D'autres, plus rares, avouent y avoir participé.

Carole, qui a été prisonnière des anti-balaka avant leur offensive sur Bangui, explique ce qu'elle ressent lorsqu'elle pense à cette période : « Mon cœur bat trop vite. Parfois je "tombe dans les pommes". Je suis allée plusieurs fois à l'hôpital pour me faire soigner mais les médecins n'ont rien trouvé²⁵ ».

Le psychologue Serigne Mor Mbaye, qui travaille en Centrafrique auprès des femmes victimes de violences sexuelles, explique :

Les femmes victimes des groupes armés, comme les femmes victimes de viols, protègent leurs agresseurs. Elles préfèrent l'illusion d'appartenir à un groupe que de le remettre en question. Elles peuvent souffrir de dissociation, d'une baisse de l'estime d'elles-mêmes, d'hystérie, de phobies, d'affabulation, en particulier du côté des anti-balaka où le mysticisme est très présent. Le désir de mort a été suractivé par la crise, ce qui les amène à des prises de risque énormes face au risque de sida notamment²⁶.

Certaines des femmes rencontrées et victimes de viols, ont été battues, ont dû être opérées et souffrent encore de douleurs mal soignées.

Isolement social et familial

Les femmes violées par les combattants sont considérées comme des « femmes de l'ennemi » et sont mises au ban de la société, dans un contexte général de cohésion sociale très détériorée. Leur statut de victimes de viols par des combattants de groupes armés ajoute à leur solitude.

Les femmes violées par les combattants sont considérées comme des « femmes de l'ennemi » et sont mises au ban de la société

En République centrafricaine (RCA), le mariage civil, dans son acception légale, est très rare. Des femmes victimes de violences sexuelles ou associées au groupe Seleka déplorent également le fait qu'elles ne pourront plus jamais se marier, à savoir avoir un compagnon pour prendre soin d'elles et du foyer. Beaucoup de celles interrogées sont seules avec leurs enfants à charge. « À cause de notre identité Seleka, les hommes ne nous fréquentent plus, ils nous abandonnent à chaque fois », raconte Sylvie, 22 ans, originaire de Bangui²⁷.

La situation a évolué : « Du temps où la Seleka était au pouvoir, c'étaient des mariages tous les jours », raconte Anne-Marie Doumba, députée et à la tête de l'ONG les Flamboyants²⁸.

La majorité des « combattantes » Seleka rencontrées ont vu leurs « maris » rentrer chez eux, au Tchad ou au Soudan. Audrey, 22 ans, raconte qu'après que la Seleka est tombée, son mari est rentré au Tchad, la laissant seule avec l'enfant qu'elle a eu avec lui. « Il n'avait plus les moyens, n'avait pas d'autre possibilité que de partir », explique-t-elle²⁹.

Abandonnées par leur compagnon, souvent déjà mères de plusieurs enfants, perçues à tort ou à raison comme des combattantes Seleka, les femmes peinent à retrouver un compagnon pour les soutenir. « On nous dit qu'en tant que Seleka on n'a pas une bonne mentalité, explique Audrey, ce sont des histoires qui ne durent jamais, nous ne sommes pas respectées du tout³⁰ ».

Celles qui sont liées aux anti-balaka, dans le sud du pays, sont moins confrontées à ce problème. Souvent perçus comme les « libérateurs », ces derniers ont pu jouir d'une aura dont les femmes ont également profité.

Des femmes ont pu être désignées comme appartenant à des groupes armés, parce que la population civile les a identifiées comme étant les « petites amies » des combattants. Interrogées, ces jeunes femmes expliquent pourtant avoir été enlevées, après avoir vu leur famille décimée. Aurore a eu un enfant de l'un de ses agresseurs. Elle a tenté de retrouver ce qui lui reste de famille à Bangui : « À chaque fois que je tente d'aller les voir dans le quartier, je vois dans la rue que les gens me détestent parce que je suis allée avec les Seleka³¹ ».



« À cause de notre identité Seleka, les hommes ne nous fréquentent plus, ils nous abandonnent à chaque fois »
– Sylvie, Bangui

Exclue par leur entourage et de certains quartiers parce qu'associées aux Seleka, ces femmes n'en sont donc pas moins doublement victimes car, une fois hors des groupes armés, elles peuvent être prises à partie par la population.

Ce rejet peut aussi s'exercer au sein de la cellule familiale. Une jeune fille de 15 ans, violée par un anti-balaka, n'ose plus sortir de chez elle depuis près d'un an. Depuis son agression, son père refuse de la voir et l'a chassée de son domicile³².

En conséquence, le poids de la communauté pèse sur les perspectives d'avenir de ces femmes, et empêche leurs tentatives solitaires de réinsertion.

La promiscuité, l'inactivité des hommes, le manque de moyens enclenche de nouvelles violences

L'exclusion et la violence au quotidien

Femmes soldats et victimes

De nombreuses anciennes combattantes ont le double rôle de femmes ayant participé au conflit, parfois éligibles ou se pensant éligibles au processus DDRR, et victimes. Sans aucune protection, après avoir perdu leur famille, elles ont choisi ce qu'elles ont cru être un moindre mal.

Flora, 19 ans, originaire de Bangui, a profité d'un convoi organisé par l'Organisation internationale des migrations (OIM), sur les conseils de son chef Issa Issaka, pour partir à Bria. Son identité Seleka constituait en effet un trop grand risque de représailles contre elle, à Bangui : « On était cantonnées dans le camp « RDOT », mais dès que l'une de nous sortait, on était menacées ou attaquées ». Depuis lors, elle n'a pas quitté Bria : « Ma famille me déconseille de retourner à Bangui, elle pense que je me ferais tuer³³ ».

Cette situation peut pousser les femmes à demeurer auprès des groupes armés, afin de s'assurer une relative protection. Mais, là encore, et notamment au sein des camps de déplacés ou de cantonnement, la protection supposée des Casques bleus ne semble pas en mesure d'éviter les violences sexuelles et le harcèlement dont elles sont victimes.

Prostitution

La promiscuité, l'inactivité des hommes, le manque de moyens enclenche de nouvelles violences. Cette situation d'attente, de pauvreté et de solitude peut également pousser ces femmes à se prostituer. Candice, enceinte, originaire aussi de Bangui, explique ne pas avoir les moyens d'avorter, mais n'a pas pour autant ceux de nourrir son enfant à venir. Pour 6 000 francs CFA, elle dit se prostituer auprès de civils et du personnel des Nations unies, à Bria. Parce qu'elle y est isolée et qu'elle ne trouve aucune autre source de revenu, elle a pris cette initiative : « Un membre civil de la MINUSCA est venu me voir pour le dire qu'un tel était amoureux de moi. Il m'a connue quand je travaillais dans le camp, pour les projets THIMO. Son



DE NOMBREUSES
ANCIENNES
COMBATTANTES ONT
LE DOUBLE RÔLE DE
FEMMES AYANT PARTICIPÉ
AU CONFLIT, PARFOIS
ÉLIGIBLES OU SE PENSANT
ÉLIGIBLES AU PROCESSUS
DDRR, ET VICTIMES

ami m'a amené le voir dans le camp de la MINUSCA. J'y suis allée plusieurs fois. Il me donnait 6 000 francs CFA. Un jour son chef l'a appris. Depuis je n'ai plus de travail. »

Des femmes dans une impasse

Les ONG ont un accès restreint à ces femmes associées aux groupes armés. Soit parce qu'elles n'osent pas raconter leur histoire ou ne se considèrent pas comme appartenant à ces groupes, soit parce que s'y rendre suppose pour elles de traverser la ville contrôlée par des combattants armés ou leurs informateurs, les mettant ainsi dans une situation trop dangereuse.

Les chefs interrogés assurent que les anciennes combattantes ont bénéficié du même traitement que les hommes. Certaines, du côté Seleka, en témoignent. Néanmoins, dans une situation post-conflit, elles semblent plutôt traitées à la marge par leurs chefs.

Les femmes associées aux Seleka font part de leur sentiment de rejet. Fatou explique :

Même quand nous sommes arrivées à Bria, les habitants nous rejetaient car nous sommes de Bangui. J'aurais préféré rester à Bangui plutôt que d'aller à Bria. J'habite dans une maison de location, alors qu'au camp RDOT nous n'avions rien à payer. Je n'ai même pas un mari qui puisse m'aider. À l'hôpital, c'est compliqué, si tu ne donnes pas de l'argent, personne ne te prend. Et quand on part au marché, les commerçants nous disent des prix différents parce que nous sommes Seleka de Bangui³⁴.

L'angoisse d'être rejetées peut les pousser à une paranoïa teintée de mysticisme. Fatou explique ainsi qu'un sort lui a été jeté par une femme dont le mari était allé avec elle. Elle expliquait ainsi l'origine de ses douleurs au bras et au cou. Ce même sentiment d'exclusion qui les avait poussées jadis à rejoindre la rébellion ne les a pas quittées, à tort ou à raison.

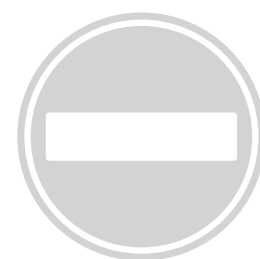
La majorité du budget de ce nouveau DDRR sera destinée à la réinsertion, dont trois millions de dollars US sont destinés aux femmes et aux enfants

Le casse-tête du DDRR

Trois processus de DDRR ont déjà été mis en œuvre en Centrafrique dont tous leurs acteurs s'accordent à dire qu'ils ont été des échecs. La majorité du budget de ce nouveau DDRR sera destinée à la réinsertion, dont trois millions de dollars US sont destinés aux femmes et aux enfants.

La situation pour les femmes est d'autant plus aigüe que leur retour dans leurs communautés est plus difficile que pour les hommes. Leur prise en charge est donc plus coûteuse.

Certaines d'entre-elles, qui se disent « anciennes combattantes », sont suspendues au processus DDR qu'elles attendent d'intégrer. Du côté des



LES ONG ONT UN ACCÈS
RESTREINT À CES
FEMMES ASSOCIÉES AUX
GROUPES ARMÉS

Seleka, les femmes rencontrées étaient pour la plupart identifiées et enregistrées. Les projets THIMO, auxquels elles ont participé et qui leur permettaient de gagner leur vie, n'avaient plus cours depuis plusieurs mois lors de notre rencontre. À Bangui, les femmes cantonnées sont nombreuses à ne vivre que des rations distribuées par la MINUSCA. Tous les espoirs sont donc tournés vers ce processus.

À Bambari, le général Gaëtan revendique 21 800 combattants, hommes et femmes, sur la région Ouaka, dont une centaine de femmes

L'aspect « genre » est pris en compte dans le projet de DDR³⁵. Néanmoins, il n'a pas été permis d'établir le nombre exact de femmes concernées. « Nous devons prendre en compte les combattantes, mais tenter également d'établir une estimation des femmes qui travaillaient à la logistique auprès des groupes armés. Toute la difficulté consistera en leur réinsertion », estime Jean Willybiro Sako, ministre conseiller spécial à la présidence de la République, coordonnateur du DDRR/RSS/réconciliation nationale³⁶.

À Bambari, le général Gaëtan revendique 21 800 combattants, hommes et femmes, sur la région Ouaka, dont une centaine de femmes. Ce chiffre paraît largement surestimé.

« Les femmes se battaient avec des armes telles que des machettes, des houes, des arcs », explique-t-il³⁷. Ces armes, communes, faciles d'accès et bon marché, ne sont pas considérées comme des armes de guerre, ceux qui les portaient ne sont donc pas considérés comme d'anciens combattants éligibles au DDR. Les programmes de réduction des violences communautaires (RVC) devront venir en appui au DDR, afin de ne pas générer de frustrations parmi les combattants non éligibles à ce dernier. Le risque serait que les anti-balaka se sentent défavorisés par rapport aux ex-Seleka, et que cette perception nourrisse de nouveau un besoin de vengeance.

Des témoins racontent le cas de Stéphanie, une jeune Banguissoise, qui paraissait dans les rues de Bria avec son fusil. Elle a quitté la tenue de combattante en espérant être intégrée au DDRR. Depuis, sa vie tourne

autour de cette attente, dans un état de frustration grandissant. C'est encore davantage le cas pour les femmes cantonnées dans les camps Beal et RDOT à Bangui. Beaucoup d'entre elles affirment être des anciennes combattantes afin d'accéder au processus DDRR, sans que cela puisse être prouvé.

L'attente au quotidien

Toutes les femmes rencontrées se plaignent du manque d'action des bailleurs internationaux et de la MINUSCA. Pas un mot en revanche sur le silence du gouvernement : « Le gouvernement ne nous a rien promis », assure l'une d'entre elles³⁸. Pourtant, toutes se souviennent des visites de candidats en période électorale, au sein même du camp Beal/RDOT. La plupart des femmes interrogées ne semblent rien attendre du nouveau gouvernement. Dans l'ensemble, elles n'ont aucune confiance dans leur classe politique et concentrent toutes leurs attentes vers la communauté internationale, même si la méfiance est grande.

Au quotidien, dans les camps, les femmes ne sont pas si coincées qu'elles le disent, mais sont coupées de leurs familles, de leur quartier, et mises à l'index par les habitants. Dans un contexte de crise quasi chronique, elles peinent à établir un réseau de relations qui leur permettrait de trouver du travail. Elles vivent donc des rations hebdomadaires distribuées par la MINUSCA. Sans aucune autre option, certaines se prostituent. Au niveau sanitaire, les femmes interrogées disent ne pas oser se rendre aux centres de soin. Les femmes accouchent dans le camp, à même le sol.

Beaucoup attendent encore que leur groupe fasse preuve de reconnaissance pour leurs actions. Elles semblent tenir ces informations de leurs chefs auxquels elles continuent de prêter allégeance. « On leur a promis de rester tranquilles, et que quand la paix arrivera, on fera appel à elles », assure le général Zoundecko, à Bambari³⁹.

Des femmes affiliées aux anti-balaka à Bambari ont fait état d'assassinats ciblés et fréquents dans leur camp. Trois femmes ont été tuées peu de temps avant notre visite par des ex-Seleka qui auraient franchi la rivière qui divise la ville⁴⁰. Les femmes interrogées racontent s'être plaintes auprès des gendarmes centrafricains qui expliquent qu'ils n'ont pas les moyens de travailler. Elles disent ne pas oser informer la MINUSCA de ces événements, par manque de confiance envers ses

troupes, et parce qu'elles peinent à identifier les personnes qui pourraient les aider au sein de la mission onusienne.

Conclusion

Laissées pour compte, cantonnées, déplacées voire volontairement exclues de leurs communautés, les femmes affiliées aux groupes armés se sentent également abandonnées par leur gouvernement et par la communauté internationale. Faute de données, il est difficile d'en déterminer le nombre précis. Contraintes à la passivité dans l'attente de la mise en place effective du DDR et d'un retour à la sécurité et à la justice, elles n'ont que peu de recours pour améliorer leur situation et n'ont pas connaissance de personnes-ressources qui pourraient les aider ou les orienter. Les expériences souvent traumatisantes qu'elles ont traversées au plus fort du conflit les ont fréquemment poussées à adopter une posture de méfiance, voire de défiance, envers les institutions et les ONG. Certaines font part de leur nostalgie du conflit, car elles trouvaient là des moyens de subsistance et une protection. Les victimes de violences sexuelles en connaissent souvent les auteurs, sans trouver l'intérêt de convoquer une justice à laquelle elles ne croient généralement pas.

Les expériences souvent traumatisantes qu'elles ont traversées au plus fort du conflit les ont fréquemment poussées à adopter une posture de méfiance, voire de défiance, envers les institutions et les ONG

Que la Cour pénale spéciale considère le cas particulier de ces femmes pourrait constituer une première étape. Une réelle prise en compte de leurs spécificités et de leurs parcours par les acteurs chargés du maintien de la paix et par les politiques reste indispensable pour leur permettre de se projeter de nouveau dans l'avenir. Même si elles ont peu d'informations sur le processus du DDRR et le fonctionnement des organisations internationales, les femmes interrogées fondent tous leurs espoirs sur l'action de la communauté internationale pour trouver une solution à leur situation d'exclusion, de dépendance et de vulnérabilité extrêmes. Ces acteurs doivent être clairement identifiables et constituer, pour ces femmes, de véritables relais et appuis. Ils doivent être en mesure d'apporter un appui spécifique (protection, suivi psychologique ou médical, assistance socio-économique). Par ailleurs, il semble essentiel de veiller à une juste représentation des femmes aux différents niveaux – politique et technique – de pilotage du processus de DDRR, ainsi qu'aux discussions de paix actuellement en cours sous l'égide de l'Union Africaine. Dans l'avenir, une plus grande féminisation des forces de sécurité intérieure (police et gendarmerie) ainsi que l'organisation d'audiences foraines pourraient permettre une meilleure prise en charge des victimes d'infractions à caractère sexuel.

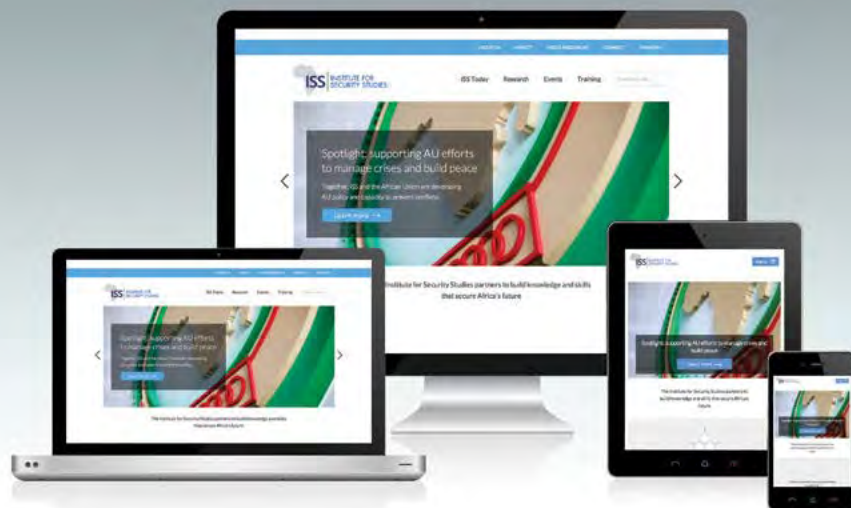
Notes

- 1 En Centrafrique, une flambée de violences meurtrières, Le Monde, 26 septembre 2015, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/26/en-centrafrique-une-flambee-de-violences-meurtrieres_4773344_3212.html.
- 2 En RCA, des viols commis par des casques bleus, rapport HRW, 4 avril 2016. www.hrw.org/fr/news/2016/02/04/republique-centrafricaine-des-viols-commis-par-des-casques-bleus.
- 3 Interview. Tous les prénoms ont été changés. Tous les entretiens ont été menés en juin et juillet 2016 à Bria.
- 4 Interview, Bria.
- 5 Interview, Bria.
- 6 Interview, Bangui.
- 7 Interview, Bria.
- 8 Interview, Bria.
- 9 Interview, Bangui, camp RDOT.
- 10 Interview, Bambari.
- 11 Interview, Bangui.
- 12 Interview, Bambari.
- 13 Interview, Bangui.
- 14 Les Peuls Mbororo, transhumants, sont régulièrement pris à partie par certains acteurs du conflit. On leur reproche notamment de n'être pas de « vrais » Centrafricains.
- 15 Interview, Bangui.
- 16 Interview, Bangui.
- 17 Interview, Bangui.
- 18 Bangui attaquée par des milices fidèles à Bozizé, Le Monde, 5 décembre 2013. www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/05/bangui-attaquee-par-des-milices-fideles-a-bozize_3525691_3212.html.
- 19 Interview, Bangui.
- 20 Interview, Bambari.
- 21 Bangui, discussion avec des employés de l'American Bar Association, qui s'emploie à judiciairiser les cas de violences sexuelles.
- 22 Interview, Bangui.
- 23 Interview, Bangui.
- 24 Interview, Bambari.
- 25 Interview, Bangui.
- 26 Interview, Bangui.
- 27 Interview, Bria.
- 28 Interview, Bangui.
- 29 Interview, Bria.
- 30 Interview, Bria.
- 31 Interview, Bambari.
- 32 Interview, Bria.
- 33 Interview, Bria.
- 34 Interview, Bria.
- 35 Voir résolution 1325 : [www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325\(2000\)-F.pdf](http://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325(2000)-F.pdf).
- 36 Interview, Bangui.
- 37 Interview, Bambari.
- 38 Interview, Bangui.
- 39 Interview, Bambari.
- 40 Interview, Bambari. Discussion avec le général Gaétan, chef anti-balaka.

L'Institut d'études de sécurité établit des partenariats pour renforcer les savoirs et les compétences en vue d'un meilleur futur pour l'Afrique

Visitez notre site Internet pour avoir les toutes dernières analyses, études et informations

www.issafrica.org



Etape 1 Rendez-vous sur www.issafrica.org

Etape 2 Allez à la page d'accueil de l'ISS tout en bas à droite et remplissez vos données d'inscription

À propos du Rapport sur l'Afrique centrale de l'ISS

Le Rapport sur l'Afrique centrale présente les résultats de recherches sur les nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité humaine dans la région. Il propose des analyses sur l'évolution des conflits ou des menaces à la paix et à la sécurité auxquels certains pays de la région sont confrontés. Il traite également des principaux défis de la région, tels que le terrorisme, les conflits intra-étatiques et le crime organisé.

À propos de l'auteur

Dorothée Thiénot, journaliste indépendante, travaille en Afrique depuis 2012. Comme correspondante au Mali, elle a couvert le conflit et la restauration progressive de l'État malien, et plus généralement la situation politico-sécuritaire dans le Sahel. Depuis 2014, elle couvre la crise centrafricaine pour différents médias. Elle travaille également en tant que consultante pour différentes organisations internationales.

À propos de l'ISS

L'Institut d'études de sécurité établit des partenariats pour consolider les savoirs et les compétences en vue d'un meilleur futur pour l'Afrique. Notre objectif est de renforcer la sécurité humaine en tant qu'outil pour parvenir à une paix et à une prospérité durables. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif ayant des bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. L'ISS fait usage de ses réseaux et de son influence pour proposer aux gouvernements et à la société civile des analyses pertinentes et fiables, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique.

Remerciements

Ce rapport est publié grâce au soutien des gouvernements de l'Australie et des Pays-Bas. L'ISS est également reconnaissant de l'appui des autres membres de son Forum pour le partenariat : la Fondation Hanns Seidel, l'Union européenne et les gouvernements du Canada, du Danemark, de la Finlande, de l'Irlande, du Japon, de la Norvège, de la Suède et des États-Unis d'Amérique.

© 2017, Institut d'études de sécurité

Les droits d'auteur de l'ensemble de ce document sont conférés à l'Institut des études de sécurité et à l'auteur, et aucune partie ne peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation expresse, par écrit, de l'auteur et des éditeurs.

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut, de ses fiduciaires, des membres du Conseil consultatif ou des bailleurs de fonds. Les auteurs contribuent aux publications de l'ISS à titre personnel.

Image de couverture : © UN Photo/Evan Schneider

ISSN 1026-0404



9 771026 040004